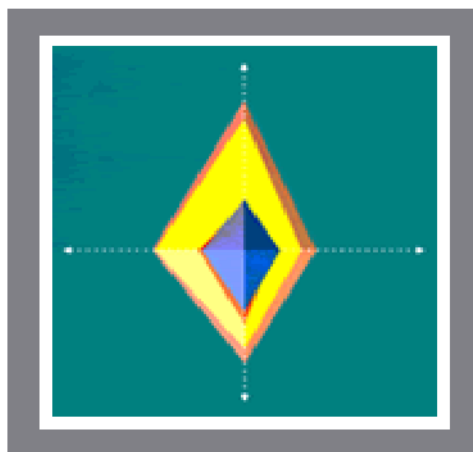


**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE
DÉVELOPPEMENT**

**LES PAYS LES MOINS AVANCÉS
RAPPORT 1996**

LES PAYS LES MOINS AVANCÉS DANS UNE ÉCONOMIE INTERNATIONALE
EN VOIE DE MONDIALISATION

APERÇU GÉNÉRAL
par le Secrétaire général de la CNUCED



UNITED NATIONS
New York and Geneva, 1996

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

*

* *

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

*

* *

Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit sans autorisation sous réserve qu'il soit fait mention de ladite publication et de sa cote. Un exemplaire de la publication renfermant la citation ou la reproduction doit être adressé au secrétariat de la CNUCED.

*

* *

L'Aperçu général ci-après est également publié dans Les pays les moins avancés, Rapport 1996 (TD/B/42(2)/11, UNCTAD/LDC(1996), numéro de vente : F.96.II/D.3)

TD/B/42(2)/11 (Overview)
UNCTAD/LDC(1996)

Cet aperçu peut aussi être consulté sur Internet :
<http://www.unctad.org/pub>

INTRODUCTION

L'intérêt croissant que le phénomène de mondialisation et le phénomène parallèle de libéralisation économique rencontrent dans les milieux aussi bien officiels que privés a suscité à profusion réflexion et analyse quant à leur origine, à leur incidence sur les économies et les sociétés, enfin quant au cours probable de leur évolution. On a certes beaucoup épilogué sur certains éléments de l'analyse, mais il est évident que ces phénomènes multiformes ont d'importantes répercussions dont les gouvernements, les entreprises et les analystes économiques du monde entier doivent s'occuper. L'analyse et la réflexion ont porté, pour une large part, sur les aspects les plus visibles de la mondialisation, notamment les changements profonds en cours dans la structure de la production, le rythme de diffusion des connaissances et de l'information et la convergence des marchés de facteurs. En revanche, le phénomène de marginalisation est moins bien compris et analysé.

Il est difficile de prévoir comment ces économies et sociétés, dont la plupart des PMA qui se situent à la périphérie de l'évolution mondiale - et cela depuis très longtemps - se ressentiront des tendances récentes. La mondialisation aidera-t-elle leur intégration dans l'économie mondiale ou les nouvelles donnes vont-elles encore affaiblir des liens déjà précaires, ce sont là des questions qui n'ont rien d'abstrait et qui sont au coeur du débat sur la politique du développement. Il est à craindre que la situation économique et sociale fragile qui caractérise nombre des PMA ne se dégrade encore, à moins que ces pays, soutenus par la communauté internationale, ne fassent d'immenses efforts pour relever les défis lancés par la mondialisation et la libéralisation.

Les paragraphes qui suivent ont pour but de traiter quelques-uns de ces problèmes et d'essayer d'esquisser le rôle décisif qui revient à l'élaboration de politiques appropriées pour faire face aux enjeux nouveaux. Bien que l'analyse soit focalisée sur les perspectives des PMA, elle présente néanmoins un intérêt pour d'autres pays très pauvres et, en vérité, pour la communauté mondiale tout entière.

Mondialisation et libéralisation

L'économie mondiale est de plus en plus modelée par les phénomènes de mondialisation et de libéralisation. Ce sont des phénomènes interdépendants et multifformes qui englobent la croissance du commerce international des biens et des services, ainsi que des courants de capitaux, l'intégration mondiale des modes de production, la prédominance, dans le monde entier, de politiques économiques axées sur le marché, enfin, une assez nette harmonisation institutionnelle entre les pays du commerce, des investissements et autres politiques par l'intermédiaire d'institutions multilatérales et régionales. La mondialisation et la libéralisation sont des phénomènes qui ne risquent guère de s'inverser dans l'avenir prévisible et qui ont de profondes répercussions sur les PMA du point de vue de leur position dans l'économie mondiale, de leurs perspectives de développement et de la nature de leurs politiques économiques.

Intégration des pays en développement dans l'économie mondiale

De nombreux pays du tiers monde ont fait des progrès substantiels en matière de développement économique pendant les deux ou trois dernières décennies. Les progrès ont été surtout remarquables en Asie de l'Est, mais ne se sont pas limités à cette région. Les pays en développement qui ont réussi sont parvenus à des taux rapides de croissance économique, ont mis en place des industries compétitives au niveau international, se sont taillé une part croissante des marchés mondiaux d'exportation, ont atteint des taux élevés d'investissement en capital physique et humain, et ont commencé à combler l'écart qui séparait leurs revenus de ceux des pays industrialisés. Leur intégration dans l'économie mondiale a facilité leurs efforts de développement, notamment en leur donnant l'occasion d'accélérer la croissance de leurs exportations et d'avoir accès aux capitaux étrangers et à la technologie. La mondialisation peut, par contre, avoir des effets inverses pour quelques-uns des pays en développement les plus faibles et pourrait en particulier finir par les marginaliser.

Marginalisation des PMA

Alors que beaucoup de pays en développement ont assumé un rôle de plus en plus marquant dans l'économie mondiale, nombre des PMA se retrouvent en marge des grands courants de cette économie. La marginalisation résulte de la conjonction, dans l'économie internationale, de faits nouveaux qui n'ont pas été favorables aux économies plus faibles, comme celles des PMA, ni à une solution de leurs problèmes politiques et économiques internes. Ces deux séries de facteurs se sont combinées pour renforcer leur marginalisation.

Les PMA, en tant que groupe, n'ont guère avancé sur la voie du développement économique au cours des deux dernières décennies, bien que quelques-uns aient réalisé des progrès appréciables. La croissance économique a été très lente et n'est pas allée de pair avec un accroissement démographique rapide, de sorte que le revenu par habitant et les niveaux de vie ont diminué, tandis que la pauvreté s'intensifiait.

La marginalisation d'assez nombreux PMA dans l'économie mondiale est mise en évidence par un assortiment d'importants indicateurs économiques et

sociaux. Non seulement les taux de croissance des PMA ont été distancés par ceux d'autres pays en développement depuis le début des années 70, mais encore la part des PMA dans les exportations et importations mondiales a chuté brutalement. Les PMA ont attiré une part négligeable des courants mondiaux d'investissements étrangers et leur taux d'investissement, en pourcentage du PIB, a été très inférieur à la moyenne de tous les pays en développement. Ils n'ont opéré que très peu de changements structurels et restent fortement tributaires des produits de base pour leurs recettes d'exportation et de l'aide publique au développement (APD) pour financer une grande partie de leurs investissements et du budget de l'Etat.

Inégalités croissantes entre les revenus

Une preuve connexe de la marginalisation des PMA est l'écart croissant des revenus entre eux et les pays industrialisés et autres pays en développement. L'écart des revenus par habitant entre les pays qui comptent les 20 % les plus pauvres de la population mondiale (groupe composé essentiellement des PMA) et ceux qui comptent les 20 % les plus riches s'est considérablement élargi entre 1960 et 1991, ainsi que l'écart entre les pays les plus pauvres et ceux de la catégorie intermédiaire de la répartition des revenus (voir encadré ci-après). En revanche, l'écart des revenus entre les pays industrialisés et les pays à revenu intermédiaire s'est réduit, attestant les progrès économiques réalisés par beaucoup des pays en développement.

Raisons des résultats économiques médiocres des PMA

Les résultats économiques médiocres des PMA, à la fois en valeur absolue et comparés à ceux d'autres pays en développement, tiennent à un certain nombre de facteurs. Un tiers environ des PMA ont été en proie à des troubles civils graves et à une instabilité politique qui ont considérablement retardé leurs efforts de développement et, dans certains cas, ont eu des conséquences économiques et sociales dévastatrices. Il est indispensable de rétablir la paix et la sécurité pour que le développement puisse démarrer à nouveau dans ces pays. Dans d'autres PMA, une série de problèmes posés par des contraintes structurelles, des chocs extérieurs dommageables, tels que le faible niveau des prix des produits de base et la crise de la dette, de même que des défaillances de politiques ont fait obstacle aux efforts de développement. La plupart de ces pays ont appliqué, au cours des dernières années, des programmes de réformes d'orientation destinés à libéraliser leur économie et à renforcer leur intégration dans l'économie internationale. Les réformes ont remporté certains succès en matière de stabilisation économique, mais, dans la plupart des PMA, n'ont toujours pas stimulé l'accélération notable des taux de croissance qui serait nécessaire pour insuffler une vie nouvelle à leur économie.

**Encadré : Convergence ou divergence dans l'économie mondiale
et marginalisation des PMA**

Selon une idée qui suscite actuellement de vives préoccupations, la mondialisation et la libéralisation accentuent les divergences de revenus dans l'économie mondiale, la plupart des gains allant aux pays déjà industrialisés et à un nombre relativement modeste de nouveaux pays industrialisés, tandis que les pays en développement les plus faibles deviennent plus pauvres et se trouvent graduellement marginalisés. Mais les avis sont très partagés quand il s'agit de déterminer si cette "divergence" est la conséquence inévitable de la mondialisation et de la libéralisation. Il existe des arguments théoriques antinomiques pour soutenir aussi bien la conception "divergente" de l'économie mondiale que la thèse contraire "convergente" selon laquelle l'intégration mondiale permettra en réalité aux pays les plus pauvres de combler l'écart des revenus avec les pays les plus riches. La thèse de la convergence s'appuie sur les théories traditionnelles du commerce et les arguments qui font valoir l'efficacité marginale décroissante du capital. Les défenseurs de la thèse de la divergence contestent la validité de ces arguments et soulignent au contraire les effets des caractéristiques structurelles dans l'économie mondiale et la tendance des capitaux et de la main-d'oeuvre qualifiée à se diriger vers les régions les plus dynamiques du monde (voir encadré 5 dans la deuxième partie).

La preuve empirique des tendances de la répartition du revenu pendant les 30 dernières années montre qu'il y a eu simultanément convergence et divergence, comme le montrent les courbes de Lorenz ci-dessous et les données du tableau. Un nombre appréciable de pays en développement, dont quelques-uns des principaux pays d'Asie, ont eu une croissance économique rapide et ont commencé à réduire l'écart qui les séparait des pays industrialisés. C'est ce dont témoigne la part croissante du revenu mondial qui va à la catégorie intermédiaire des cinq catégories de répartition du revenu (voir tableau ci-après). Inversement, la catégorie la plus pauvre de cette répartition a vu sa part du revenu mondial fléchir nettement, passant de 4,9 % à 3,6 %, pendant les trois dernières décennies. Cette cinquième catégorie, la plus basse de l'échelle des revenus, dans les années 90 était largement composée de PMA et comprend la majorité des PMA (non compris les pays les moins avancés insulaires). La tendance décroissante de leur part du revenu mondial indique à l'évidence que ces pays sont de plus en plus marginalisés dans l'économie internationale. Alors que la plupart des autres pays du monde ont réussi à faire progresser leur économie et à élever leur niveau de vie, la majorité des PMA ont enregistré une stagnation de la production et une baisse des niveaux de vie.

Diagramme : Courbes de Lorenz de répartition du revenu dans le monde, 1960 et 1991

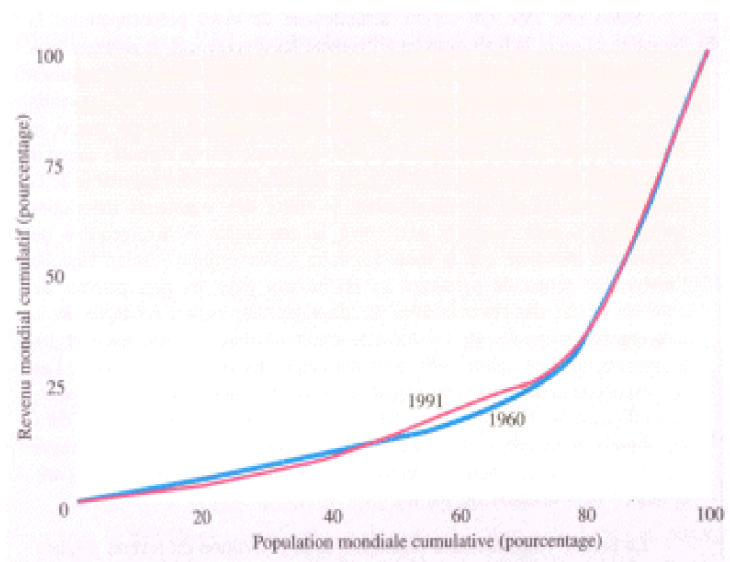


Tableau : Répartition du revenu mondial en cinq catégories

Catégorie	1960 PIB réel par habitant a/ (PPA)	1960 % du revenu mondial	1991 PIB réel par habitant a/ (PPA)	1991 % du revenu mondial
Première	7 132	64,4	17 366	63,7
Deuxième	1 961	17,7	4 294	15,7
Troisième	767	6,9	2 933	10,8
Quatrième	678	6,1	1 692	6,2
Cinquième	537	4,9	973	3,6
Revenu moyen	2 215		5 452	
Ratio la plus riche/ la plus pauvre	13,3		17,7	
Coefficient de Gini b/	0,523		0,519	

Source : Secrétariat de la CNUCED, d'après des données fournies par le bureau du Rapport sur le développement humain, PNUD.

a/ PIB réel par habitant aux parités du pouvoir d'achat (PPA).

b/ Le coefficient de Gini prend une valeur comprise entre 0 et 1; des valeurs plus élevées dénotent une inégalité plus marquée.

Le présent rapport part de l'idée que la mondialisation et la libéralisation offrent aux PMA d'intéressantes possibilités à long terme d'inverser le fléchissement économique des 20 dernières années, mais que ces phénomènes sont aussi des sujets de vive préoccupation pour les pays en question. En l'absence de réactions appropriées des PMA et de la communauté internationale, la mondialisation et la libéralisation ne peuvent guère atténuer la tendance à leur marginalisation dans l'économie mondiale et risquent même de l'accentuer.

Possibilités offertes aux PMA dans l'économie mondialisée

Les possibilités ouvertes par la mondialisation et la libéralisation proviennent surtout des changements survenus dans l'économie mondiale qui sont de nature à élargir les débouchés des exportations des PMA et peuvent stimuler l'arrivée d'investissements étrangers plus abondants. La croissance du commerce mondial sera sans doute dynamique pendant la prochaine décennie par suite de la libéralisation commerciale découlant du Cycle d'Uruguay et de l'essor de nouveaux marchés dans les économies en transition et en développement, qui devrait encourager la demande des exportations en provenance des PMA. Il est probable aussi que des débouchés nouveaux apparaîtront pour que les PMA puissent trouver des créneaux d'exportation dans des domaines tels que l'horticulture et le tourisme et que, les salaires augmentant dans les nouveaux pays industrialisés, les exportateurs d'articles manufacturés à fort coefficient de main-d'oeuvre se déplacent vers les PMA pour profiter de salaires plus bas, ce qui favoriserait une diversification des exportations dans les PMA. L'intégration dans les marchés mondiaux offre aux PMA d'énormes avantages, surtout parce que leurs marchés intérieurs sont trop exigus pour fournir des possibilités d'investissements viables à de nombreux investisseurs potentiels. Toutefois, les PMA ne seront peut-être pas en mesure d'exploiter les chances offertes par la mondialisation à cause de contraintes multiples du côté de l'offre.

Contraintes du côté de l'offre

La capacité des PMA de profiter des possibilités qui se créent sur les marchés mondiaux dépend essentiellement de leur aptitude à encourager le développement d'industries compétitives au niveau international, qui puissent se conformer à des normes rigoureuses de coût, qualité, fiabilité et délais de livraison. Or la capacité d'offre dans les PMA est très faible pour diverses raisons, ce qui risque d'être le principal obstacle à leur possibilité d'exploiter les occasions nées de la mondialisation. En particulier, le secteur des entreprises privées, principal agent du développement, n'est pas très avancé dans la plupart des PMA et sa croissance est limitée par le manque de capitaux et de compétences en matière d'esprit d'entreprise, de gestion, de techniques et de commercialisation. Les capacités technologiques dans quantité d'industries sont rudimentaires, ce qui, joint au faible niveau d'instruction des salariés, entrave l'augmentation de la productivité. Quelques-uns des services nécessaires pour soutenir la production, tels que l'existence de services adéquats de financement et de commercialisation, font souvent défaut ou sont très coûteux. L'infrastructure physique a de graves lacunes, dans les pays sans littoral, en particulier, qui doivent assumer des frais de transport

très élevés pour avoir accès aux marchés internationaux. Les contraintes du côté de l'offre ont toujours freiné le développement dans les PMA, mais elles ont encore été aggravées par la mondialisation et la libéralisation à cause de la préférence croissante qui se manifeste pour la production efficace des marchandises échangées.

Risques résultant pour les PMA d'une concurrence intensifiée

La mondialisation et la libéralisation comportent un certain nombre de dangers pour les PMA et risquent, si ces pays ne peuvent surmonter les contraintes susmentionnées du côté de l'offre et améliorer la productivité de leurs industries, d'accentuer leur marginalisation dans l'économie mondiale, qui devient de plus en plus compétitive à mesure que les marchés protégés sont plus largement ouverts par la libéralisation et que la concurrence entre exportateurs est activée par de nouveaux arrivants en provenance de pays en transition et en développement précédemment fermés. En conséquence, les PMA vont rencontrer une concurrence plus vive sur leurs principaux débouchés d'exportation dans les pays industrialisés et sur leurs propres marchés intérieurs. Cette concurrence est assez hasardeuse pour les PMA, car beaucoup de leurs industries, en particulier celles qui ont été créées pour alimenter des marchés protégés, seront sans doute moins efficaces que leurs rivales et peuvent ne pas avoir les ressources requises pour porter leur efficacité aux niveaux nécessaires pour soutenir la concurrence. Les PMA vont donc peut-être assister à un nouvel amenuisement de leur part des marchés mondiaux d'exportation et éventuellement perdre une part de leur marché intérieur devant une concurrence plus intense des importations.

Coûts et avantages du Cycle d'Uruguay pour les PMA

Les impératifs de l'intégration mondiale ont favorisé la conclusion du Cycle d'Uruguay de réformes au système commercial multilatéral. Ce résultat va sans doute donner une impulsion appréciable au commerce mondial et peut donc accroître les occasions de commerce des PMA. Bien qu'il soit difficile, pour le moment, d'aboutir à des conclusions définitives quant aux coûts et avantages des Accords du Cycle d'Uruguay pour tel ou tel pays, il est probable que l'essentiel des gains ira, non pas aux PMA, mais aux pays industrialisés et aux nouveaux pays industriels qui se sont déjà dotés d'industries compétitives au niveau international et sont ainsi à même d'entrer dans la compétition sur des marchés libéralisés.

Le Cycle d'Uruguay peut en outre imposer des coûts à l'économie des PMA de plusieurs façons. Par suite des réductions tarifaires NPF du Cycle d'Uruguay, les PMA vont constater un effritement des préférences tarifaires qui leur étaient accordées sur leurs marchés d'exportation aux termes des schémas de SGP et (pour les PMA membres du Groupe ACP) de la Convention de Lomé. Toutefois, les préférences en soi n'ont jusqu'ici guère réussi à donner de l'élan aux exportations des PMA, de sorte que leur effritement n'aura peut-être qu'un effet pratique limité. La libéralisation dans l'agriculture des pays industrialisés va probablement provoquer une hausse des prix mondiaux des produits alimentaires. De nombreux PMA étant importateurs nets de ces produits, la hausse aura un effet dommageable à leurs termes de l'échange,

ainsi qu'à leur sécurité alimentaire intérieure. Les PMA peuvent aussi avoir à supporter des coûts pour se conformer aux exigences de notification, veiller à l'application de divers accords et participer aux activités de l'OMC. Quelques-unes des préoccupations éventuelles des PMA ont été prises en considération dans l'Acte final du Cycle d'Uruguay qui leur a accordé un traitement spécial et différencié, leur laissant plus de flexibilité et des délais plus longs pour s'acquitter de leurs engagements multilatéraux.

Obstacles à l'accès aux capitaux étrangers

Plus que tout autre groupe de pays en développement, les PMA dépendent beaucoup des capitaux extérieurs pour financer leurs déficits commerciaux, compléter les recettes publiques et financer les investissements. Les principales sources de financement extérieur des PMA sont le financement à des conditions libérales provenant de sources publiques et les investissements étrangers directs, mais la marginalisation de ces pays risque de restreindre leur accès à ces deux sources.

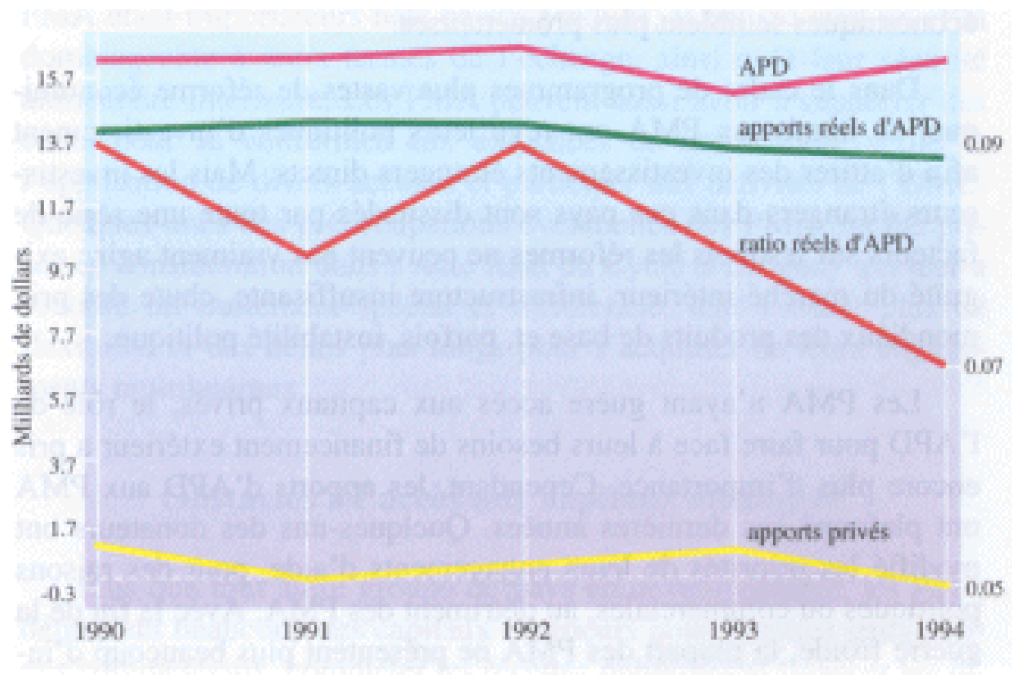
Leurs secteurs privés étant très faibles, les PMA ont besoin des capitaux, de la technologie et des compétences que les investissements étrangers directs peuvent leur apporter, s'ils veulent améliorer les capacités de production de leurs industries. Les investissements étrangers dans les pays en développement ont considérablement augmenté ces dernières années, mais ne se sont guère orientés vers les PMA. La part de ces pays dans les courants totaux d'investissements étrangers directs à destination de tous les pays en développement n'a atteint que 1,1 % en 1992-1994. Les investissements étrangers directs se sont concentrés dans les pays en développement plus riches et plus dynamiques, en particulier ceux de l'Asie du Sud et de l'Amérique latine. De surcroît, quelques sociétés étrangères ont retiré leurs investissements de plusieurs PMA africains afin de recentrer leurs opérations sur d'autres régions du monde où les perspectives économiques semblent plus prometteuses.

Dans le cadre de programmes plus vastes de réforme économique, de nombreux PMA ont revu leurs politiques d'investissement afin d'attirer des investissements étrangers directs. Mais les investisseurs étrangers dans ces pays sont dissuadés par toute une série de facteurs sur lesquels les réformes ne peuvent pas vraiment agir : exiguïté du marché intérieur, infrastructure insuffisante, chute des prix mondiaux des produits de base et, parfois, instabilité politique.

Les PMA n'ayant guère accès aux capitaux privés, le rôle de l'APD pour faire face à leurs besoins de financement extérieur a pris encore plus d'importance. Cependant, les apports d'APD aux PMA ont plafonné ces dernières années. Quelques-uns des donateurs ont modifié les priorités de leurs engagements d'aide, pour des raisons politiques ou commerciales, au détriment des PMA. Avec la fin de la guerre froide, la plupart des PMA ne présentent plus beaucoup d'intérêt stratégique pour les principaux donateurs et semblent n'offrir que peu de possibilités commerciales aux entreprises des pays donateurs, tandis que l'instabilité politique a considérablement réduit la capacité d'absorption du financement extérieur dans quelques PMA. Les PMA se

heurtent par conséquent à de graves obstacles à leur accès au financement à des conditions libérales, au moment même où ils ont particulièrement besoin d'apports plus abondants de ressources extérieures.

Diagramme : APD et apports privés aux PMA, 1990-1994



Tendances sur les marchés mondiaux de produits de base

La plupart des PMA demeurent tributaires des exportations de produits primaires pour leurs recettes en devises. Or les tendances des marchés mondiaux des produits de base depuis les années 70 ne leur ont pas été favorables. Les prix réels des produits particulièrement importants pour les PMA, tels que le café, le coton, le cuivre et le thé, ont opéré un repli de longue durée. En effet, la croissance de la demande de produits primaires sur le marché mondial est restée inférieure à celle d'autres produits, en partie à cause d'une baisse du coefficient de produits de base dans les dépenses finales, tandis que l'offre était poussée par les gains de productivité dus à la mise en oeuvre d'une technologie nouvelle dans quelques importants pays fournisseurs. Il est possible, mais nullement certain, que la demande de quelques produits primaires, notamment métaux, minéraux et matières premières agricoles, reprenne à moyen terme sous l'effet de la croissance économique rapide des pays asiatiques où la demande de matières premières excède l'offre.

Les PMA ont en outre perdu des parts des marchés mondiaux pour beaucoup de leurs principales exportations de produits primaires, dont le café, le cuivre, les métaux et les minéraux, en raison des contraintes qui s'exercent sur la production locale et de gains de productivité dans les pays concurrents. Si les PMA veulent inverser cette tendance de leur part de marché, il est indispensable qu'ils participent davantage à l'économie mondiale.

Accords commerciaux régionaux

En dépit des accords multilatéraux conclus dans le cadre du Cycle d'Uruguay, l'expansion des accords commerciaux régionaux s'est accélérée, avec la création de nouveaux accords, l'élargissement d'accords existants et l'établissement de liens formels entre différents accords. La plupart des PMA sont eux-mêmes membres, avec d'autres pays en développement, d'accords commerciaux régionaux dans leur propre région. Mais ils ne sont pas membres des principaux arrangements commerciaux régionaux, tels que l'Union européenne et l'ALENA, qui englobent leurs principaux marchés d'exportation. Cette situation est potentiellement lourde de conséquences pour les PMA.

Un accord commercial régional confère à ses membres un accès préférentiel aux marchés, d'où une discrimination à l'encontre des pays non membres. Les PMA ne peuvent donc que subir un relatif effritement des conditions d'accès à leurs principaux marchés d'exportation du fait de l'expansion des accords régionaux englobant ces marchés, avec le risque que leurs exportations perdent des parts de marché au profit des exportations provenant de pays membres des accords considérés. Du point de vue des PMA qui souhaitent élargir et diversifier leurs exportations, il est impératif que les accords commerciaux régionaux conservent une position commerciale libérale à l'égard du reste du monde (c'est-à-dire qu'ils n'opposent pas d'obstacles protectionnistes aux pays non membres). Les PMA se retrouveront dans une position particulièrement fragile si des blocs commerciaux concurrents se replient sur eux-mêmes et adoptent chacun des politiques protectionnistes à l'égard des pays non membres.

Les PMA africains, en particulier, sont parties à un certain nombre d'accords commerciaux régionaux dans leur propre région (la CEDA0, le COMESA et la SADC sont quelques-uns des plus importants groupements), mais ces accords n'ont pas encore vraiment réussi à stimuler le commerce intrarégional. La complémentarité entre les structures économiques des différents pays membres reste limitée, les transports intrarégionaux sont souvent médiocres, et beaucoup d'obstacles au commerce entre les membres demeurent, en partie parce que les gouvernements n'ont pas eu la volonté politique de poursuivre avec détermination une politique d'intégration commerciale régionale, de peur de léser les intérêts des producteurs nationaux. De tels accords commerciaux régionaux offrirait toutefois des avantages potentiels aux PMA si le commerce intrarégional était effectivement libéralisé, notamment à cause de l'extrême exigüité du marché intérieur de ces pays. Les entreprises locales bénéficieraient d'un marché régional plus vaste, ce qui leur permettrait de réaliser des économies d'échelle, tandis qu'une concurrence accrue encouragerait une plus grande efficacité. Les marchés régionaux peuvent être un bon tremplin pour les entreprises qui souhaitent rattraper les niveaux internationaux de productivité avant de se lancer sur les marchés mondiaux d'exportation. Ils pourraient également davantage intéresser les investisseurs que les différents marchés nationaux.

Conséquences de la mondialisation et de la libéralisation pour la politique économique dans les PMA

Relever les défis de la mondialisation et de la libéralisation exigera d'importants ajustements de la politique économique, de la répartition des ressources et des structures de production dans les PMA. L'essentiel du travail d'ajustement devra inévitablement être réalisé par les PMA eux-mêmes, même si un appui international est essentiel. La nature et la qualité des politiques intérieures joueront un rôle crucial dans la capacité des PMA de s'adapter correctement à l'évolution des exigences de l'économie mondiale.

La mondialisation et la libéralisation ont d'importantes incidences sur la nature des politiques économiques dans les PMA. Ces tendances de l'économie mondiale ont indéniablement réduit les possibilités pour les pays de mener des politiques économiques nationales autonomes. Les contrôles directs exercés par les gouvernements sur les activités économiques à l'intérieur de leurs propres frontières nationales (par exemple, le contrôle des mouvements de capitaux) sont devenus moins efficaces et souvent même nuisibles, les agents économiques du secteur pouvant aujourd'hui plus facilement échapper aux contraintes imposées par ces contrôles. Les gouvernements n'ont donc guère d'autres options que celle de poursuivre des politiques économiques de marché.

L'objectif des politiques économiques est donc désormais de créer un environnement propice au secteur privé et à un fonctionnement efficace de l'économie de marché. Cela suppose de préserver la stabilité macro-économique, de mettre en place un cadre juridique et réglementaire approprié (pour faire respecter les contrats et protéger les droits de propriété), et de fournir dans des conditions d'efficacité des biens collectifs, tels que éducation et services de santé, qui ne peuvent l'être de façon optimale par le marché.

Dans le même temps, la mondialisation a sensiblement renforcé les aspects positifs des bonnes politiques macro-économiques et accentué les conséquences défavorables des mauvaises politiques. Le commerce mondial et les marchés de facteurs étant de plus en plus concurrentiels, les gouvernements ne peuvent plus appliquer des politiques inappropriées, par exemple une politique de taux de change surévalué, sans risquer de graves conséquences pour l'économie nationale.

Tous les PMA devront absolument maintenir la stabilité macro-économique, adopter des politiques commerciales extraverties et préserver leurs marchés de perturbations excessives. En outre, les gouvernements doivent remédier aux lourdes contraintes du côté de l'offre qui empêchent leur économie de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Bien que les PMA n'aient pas tous des besoins identiques, plusieurs domaines devront probablement retenir l'attention de l'ensemble des décideurs. Il s'agit notamment du renforcement des secteurs d'exportation, de l'amélioration des techniques agricoles en vue d'accroître la productivité et la production agricoles, et de la modernisation et de l'expansion des infrastructures matérielles. D'importants efforts devront également être faits pour accroître la mise en valeur des ressources humaines, en particulier en élevant le niveau général d'éducation, dont dépend beaucoup une plus grande productivité et une compétitivité accrue de l'économie.

La communauté internationale doit davantage soutenir les efforts d'ajustement des PMA. Elle devra notamment mobiliser des ressources financières à des conditions de faveur suffisantes pour financer les programmes d'infrastructures et de développement social des gouvernements des PMA, ainsi que le soutien de la balance des paiements et le soutien budgétaire nécessaires pour faciliter les programmes de réforme économique. Une assistance technique visant à renforcer les capacités d'élaboration et d'exécution des politiques dans les PMA s'impose également. La communauté internationale doit veiller à ce que l'accès aux marchés des exportations des PMA ne soit pas entravé par des mesures protectionnistes, et à ce que l'expansion des accords commerciaux régionaux englobant les principaux pays industrialisés ne soit pas préjudiciable aux intérêts commerciaux des PMA.

DONNEES RECENTES SUR LA CROISSANCE DANS LES PMA

Après de nombreuses années de stagnation du revenu par habitant dans certains PMA et de recul de ce revenu dans d'autres, quelques modestes progrès ont été enregistrés en 1994 et en 1995. D'après les estimations, la croissance du PIB a été en moyenne supérieure à 3 % ces deux années. Des 48 PMA, 14 ont connu une forte expansion économique en 1995, avec un accroissement de plus de 5 % de leur production. En l'absence de conditions climatiques défavorables, l'accroissement de la production des PMA en 1996 devrait être soutenu et s'établir au même niveau qu'en 1995, nonobstant le fléchissement escompté des prix de certains produits de base.

L'amélioration globale des résultats économiques des PMA a été due à une combinaison de facteurs, dont les progrès réalisés en matière de stabilisation politique et sociale dans certains pays, les effets positifs des réformes de politique économique intérieure, des conditions climatiques favorables, et une hausse des prix des produits de base par rapport à 1994, qui risque toutefois de s'inverser l'an prochain ou l'année suivante. Les efforts faits dans le sens d'une gestion budgétaire et monétaire plus prudente, de façon à réduire les déséquilibres macro-économiques, ont contribué à faire baisser l'inflation dans plusieurs pays et à rendre confiance aux investisseurs. Un accroissement des recettes fiscales à l'exportation grâce à la hausse des recettes d'exportation, combiné à un ralentissement de la progression des dépenses publiques, a favorisé une amélioration des finances publiques dans un certain nombre de PMA.

PMA africains

C'est dans les PMA africains que les résultats économiques se sont le plus nettement améliorés, même si les taux de croissance dans ces pays restent modestes par rapport à ceux des PMA asiatiques. D'après les estimations, la croissance du PIB global des PMA africains a été de 2,2 % en 1995, contre un taux annuel moyen de 0,6 % au cours de la période 1990-1994. Huit de ces pays ont enregistré un accroissement de leur production de plus de 5 % en 1995 : ils ont bénéficié d'un environnement international et national favorable, avec des recettes d'exportation gonflées par une vive progression des prix des produits de base.

La dévaluation en 1994 du franc CFA a également stimulé l'activité économique et encouragé un accroissement des apports de capitaux étrangers dans certains pays membres de la Communauté financière africaine. Si la production agricole a fortement augmenté dans de nombreux PMA grâce à des conditions climatiques favorables, la sécheresse a toutefois frappé quelques-uns des pays les plus pauvres d'Afrique australe. Les réformes macro-économiques ont sensiblement progressé dans de nombreux PMA. Quelques pays ont cependant continué d'éprouver des difficultés à réduire un déficit budgétaire excessif : cela s'est traduit par des taux d'intérêt élevés et a découragé les investissements privés nécessaires à une croissance soutenue du PIB. Bien que des signes de paix et de stabilité relative aient commencé d'apparaître dans quelques PMA africains en 1995, les troubles civils ont persisté dans d'autres, empêchant ainsi une relance de l'économie.

Avec des conditions climatiques normales, la croissance du PIB global des PMA africains devrait se maintenir en 1996 à peu près au même taux qu'en 1995. Qui plus est, quelques pays pourraient enregistrer une croissance plus forte de leur production grâce à une expansion de leurs secteurs agricole et minier.

PMA asiatiques

La croissance économique des PMA asiatiques est passée de 4 % en 1994 à 4,6 % en 1995. Les deux tiers de ces pays ont enregistré un accroissement de leur production de plus de 5 %, avec des taux de près de 7 % pour trois pays. La croissance a été alimentée par un renforcement de la confiance des agents économiques attribuable à un approfondissement des réformes, avec le maintien de taux de change réalistes et d'une faible inflation, outre un renforcement de la coopération en matière de commerce et d'investissement avec les pays voisins, en particulier en Asie du Sud-Est. L'économie de nombreux PMA asiatiques a également profité de la stabilité sociale qui prévaut dans ces pays. Des conditions climatiques favorables ont contribué à de bons résultats dans le secteur agricole de la majorité des pays de la région, tandis que la croissance industrielle restait vigoureuse et que plusieurs pays enregistraient des chiffres encourageants en matière d'exportation. Quelques PMA asiatiques ont commencé d'attirer des investissements étrangers directs, souvent sous la forme de création de coentreprises avec des investisseurs locaux, dans divers secteurs allant de l'agriculture à l'infrastructure. Toutefois, ces pays restent confrontés à d'énormes problèmes, dont un chômage endémique et une très grande pauvreté.

FINANCEMENT EXTERIEUR

Les flux d'aide dans leur ensemble n'augmentent plus

Pendant plusieurs décennies, l'accroissement de l'APD globale des pays du CAD vers les pays en développement dans leur ensemble a en gros suivi la progression du PNB des pays donateurs, mais aujourd'hui, la période d'accroissement régulier de l'APD semble bel et bien terminée. Il est probable que l'APD restera insuffisante à l'avenir, car une aide moins abondante devra être répartie entre les PMA, les autres pays en développement et de nouveaux demandeurs d'aide. Les engagements internationaux souscrits dans le Programme

d'action en 1990, et réaffirmés par la suite lors de grandes conférences mondiales, semblent avoir eu peu d'incidences sur les politiques des donateurs (voir le graphique).

Les principaux aspects de la diminution des apports de ressources extérieures aux PMA dans la première moitié de la présente décennie sont notamment les suivants :

- Stagnation de l'APD;
- Diminution de la part du PNB des pays donateurs affectée à des programmes d'aide extérieure;
- Contribution limitée des capitaux privés aux apports nets de ressources aux PMA;
- Diminution de l'appui fourni par certaines institutions multilatérales au cours des deux dernières années;
- Ponction continue des obligations au titre du service de la dette.

En valeur nominale, les flux d'APD sont restés relativement stables pendant la première moitié des années 90, mais ils ont diminué en valeur réelle à partir de 1991. La part de l'APD consacrée aux PMA dans le PNB des donateurs membres du CAD est tombée de 0,09 % en 1990 à 0,07 % en 1994 - soit moins de la moitié des objectifs et des engagements d'aide fixés à la Conférence de Paris, avec en outre une diminution par rapport à 1990 du nombre de pays donateurs respectant ces objectifs.

Quelques pays donateurs ont fait des efforts louables pour maintenir, voire accroître, leur budget d'aide aux PMA. Cinq pays - Danemark, Norvège, Pays-Bas, Portugal et Suède - ont continué, en 1994, de respecter ou de dépasser l'objectif de 0,20 %. Toutefois, en raison d'une modeste croissance et d'un chômage massif, un certain nombre de pays donateurs ont réduit leurs budgets d'aide et notamment leur aide aux PMA. Aux Etats-Unis, la réduction du déficit budgétaire et des dépenses est devenu la préoccupation première; de même, pour satisfaire aux critères de Maastricht afin de participer à la monnaie unique de l'Union monétaire européenne en 1999, certains pays membres de l'Union européenne ont adopté de nouvelles restrictions budgétaires. Dans ces conditions, les budgets d'aide sont des victimes toutes désignées, en l'absence de véritables groupes de pression pour les défendre. Le Japon, qui est à l'heure actuelle le deuxième plus gros donateur d'aide en dollars aux PMA, traverse également une longue période d'affaiblissement économique et risque donc aussi de ralentir son programme d'aide.

Difficultés des PMA pour satisfaire aux conditions qui leur sont imposées

Les relations entre donateurs et bénéficiaires, notamment pour l'accès aux prêts à l'ajustement structurel de la Banque mondiale et aux facilités d'ajustement structurel du FMI, dépendent désormais beaucoup du respect par

les PMA des conditions d'ajustement imposées. Récemment, des conditions politiques relatives à une "bonne gestion", y compris le respect des droits de l'homme, ont également pris une importance accrue.

La faiblesse des capacités administratives et institutionnelles de nombreux PMA fait obstacle à une conception locale et à une "appropriation" des programmes de réforme et de développement, ainsi qu'à leur exécution. Dans la plupart des cas, cela limite la capacité d'absorption réelle des PMA et compromet l'efficacité de l'aide.

Outre une réforme de la politique économique, un grand nombre de PMA ont, depuis le début des années 90, engagé de vastes réformes politiques et mis en place des mécanismes de démocratisation et d'accroissement de la participation populaire au processus de développement. L'exécution de front de ces deux grands ensembles de réformes a sollicité de façon excessive les faibles capacités administratives de la plupart des PMA et a freiné le progrès des réformes économiques, ralentissant du même coup les apports d'aide. Dans d'autres PMA, des conflits politiques et des troubles civils ont entraîné la suspension des programmes et des projets ordinaires de développement.

**Le déclin de l'aide aux PMA n'est pas inéluctable
si l'on fixe correctement les priorités**

Les contraintes budgétaires dans les pays donateurs ne rendent pas inéluctable une diminution des flux d'aide aux pays qui en ont le plus besoin, dont les PMA, pour peu que les programmes d'aide soient redéfinis et considérés comme prioritaires. Avec un accroissement même modeste du financement des programmes d'aide multilatérale et des affectations prioritaires de ressources aux PMA dans le cadre de l'aide bilatérale, il devrait rester possible de respecter les objectifs et les engagements d'aide fixés dans le Programme d'action et d'assurer un financement adéquat de l'APD en faveur des PMA. Lors de l'examen global à mi-parcours de l'exécution du Programme d'action, à la fin de 1995, des mesures spécifiques ont été suggérées en vue d'intégrer ces objectifs et ces engagements dans les stratégies nationales d'aide et les mécanismes de planification budgétaire des donateurs. Parallèlement, d'éventuelles nouvelles sources de financement de l'APD doivent être explorées : à la réunion d'examen à mi-parcours, les pays en développement ayant acquis une capacité d'aide au cours des quelques dernières années ont été invités à s'associer aux traditionnels pays donateurs pour fournir une assistance aux PMA. Il faudrait également encourager les contributions d'organisations non gouvernementales.

Pour empêcher une éventuelle marginalisation des PMA en matière de financement de l'APD, les donateurs, conjointement avec les PMA, devront s'attaquer aux problèmes qui se posent en matière de procédures et de capacité d'absorption. Les difficultés liées aux procédures tiennent à la complexité des procédures et des pratiques en matière d'aide, qui sont différentes pour chaque donateur et chaque institution, aux restrictions concernant les marchés publics, aux réglementations dans les pays bénéficiaires eux-mêmes et à une coordination insuffisante des programmes d'aide, notamment. Le deuxième type de difficultés, lié à une conditionnalité de l'aide trop rigoureuse pour de

nombreux PMA, appelle des efforts accrus pour le renforcement des capacités et exige plus de réalisme dans la fixation des critères de résultat : par exemple, adapter ces critères aux capacités de gestion et d'exécution des pays bénéficiaires, s'efforcer de faciliter l'ajustement plutôt que bloquer l'aide lorsque les pays rencontrent des difficultés.

Le financement extérieur des PMA reste précaire

Si des questions telles que l'efficacité et le ciblage de l'aide sont importantes, celle du volume de l'aide reste primordiale. L'aide actuellement fournie repose en partie sur des engagements souscrits dans le passé, qui se traduisent en versements pour l'exécution de programmes et projets approuvés antérieurement. Toutefois, les engagements ont diminué ces dernières années. La précarité du financement extérieur des PMA est illustrée par le fait qu'au cours de la première moitié de la décennie, les transferts nets de ressources ont été rendus possibles en partie par des facteurs tels que l'incapacité des PMA d'assurer leurs obligations au titre du service de la dette, par des mesures d'allégement de la dette et par l'accumulation d'arriérés.

Importance cruciale de l'issue des actuels programmes de reconstitution des ressources d'organismes multilatéraux

Pour maintenir et accroître les flux d'aide aux PMA, il faut, comme il a été indiqué plus haut, augmenter la capacité d'absorption des pays. Mais il faut aussi une capacité de financement et un volume d'engagements suffisants. A cet égard, 1996 sera une année critique. Beaucoup dépendra de l'évolution de la situation dans les principaux pays donateurs, et du résultat des négociations en cours sur la reconstitution des ressources pour l'octroi de prêts à des conditions de faveur des institutions financières internationales, qui sont pour les PMA une source de financement essentielle.

Aux Etats-Unis, principal pays donateur à ce jour pour l'aide aux PMA en volume, il n'est pas certain que le budget de l'aide recueille tout le soutien public et politique requis. Une importante réduction de ce budget aurait de graves conséquences pour les PMA, et pourrait aussi avoir des répercussions sur l'appui fourni par d'autres pays donateurs. A la fin de 1995, la capacité de l'Association internationale de développement (IDA) de réaliser les opérations prévues pour 1996 était apparue incertaine, en grande partie parce qu'il n'était pas assuré que le Congrès des Etats-Unis autoriserait l'affectation des fonds nécessaires. Des pressions analogues ont pesé sur les négociations relatives à la prochaine reconstitution des ressources de l'IDA, prévue au début de juillet 1996, ainsi que sur les discussions relatives à l'octroi de nouvelles ressources au Fonds africain de développement et au Fonds asiatique de développement, dont les ressources doivent également être prochainement reconstituées.

L'endettement extérieur des PMA appelle des mesures plus radicales

Le financement de l'APD doit être complété par des efforts concertés concernant l'application de la stratégie relative à la dette des pays les plus

pauvres, en vue de ramener les obligations extérieures de ces pays à des niveaux supportables. Un certain nombre de mécanismes ont été créés pour résoudre les problèmes d'endettement des pays à faible revenu, dont des mécanismes d'allègement de la dette d'APD et des autres dettes publiques dues aux créanciers du Club de Paris, ainsi que de rachat des créances des banques commerciales. Etant donné son ampleur, et la charge croissante de son service, la dette multilatérale des PMA revêt une importance critique. En l'occurrence, le statut de créancier privilégié des institutions financières multilatérales semble réduire l'éventail des options disponibles pour résoudre le problème de cette dette. Des discussions sur les politiques à suivre en la matière ont été engagées depuis un certain temps déjà au sein des institutions de Bretton Woods, mais les progrès en ont été limités. Les solutions de circonstance adoptées jusque-là n'ont guère eu d'incidences sur le surendettement des PMA. Un nombre appréciable de PMA, en particulier ceux où la croissance a stagné et où les recettes à l'exportation ont diminué au début des années 90, restent incapables d'honorer leurs obligations au titre du service de la dette.

Des mesures plus radicales sont nécessaires sur ce front, outre un nouveau financement de l'APD. Ces mesures devraient comprendre, dans de nombreux cas, une réduction substantielle de l'encours de la dette. Une approche globale et concertée est nécessaire : un mécanisme doté de ressources suffisantes pour réduire l'endettement multilatéral, associé à un élargissement des mécanismes existants, pourrait beaucoup contribuer à ramener à des proportions raisonnables l'endettement global. Toutefois, d'autres mécanismes peuvent rester nécessaires pour résoudre des problèmes d'endettement spécifiques aux PMA, tels que les obligations découlant de dettes contractées auprès des anciens Etats socialistes et l'endettement de pays ravagés par des conflits, où le système de gouvernement s'est parfois effondré. De plus, les critères de qualification appliqués dans le cas de certains mécanismes bloquent tout allègement de la dette de quelques PMA lourdement endettés. On est encore très loin d'avoir trouvé une solution durable aux problèmes de la dette des PMA.

REFORMES DU SECTEUR FINANCIER DANS LES PMA

La plupart des PMA ont mis en oeuvre d'importantes réformes de politique économique pour s'adapter aux nouvelles conditions imposées par la libéralisation et la mondialisation. Les réformes du secteur financier ont été un important élément des réformes d'orientation exécutées dans de nombreux PMA. Le secteur financier de ces pays souffre de divers handicaps qui font gravement obstacle à la croissance d'une économie de marché dynamique : faible surface financière, diversification insuffisante des marchés de capitaux, exclusion d'importants secteurs de l'économie de tout accès au crédit et à d'autres services financiers, inefficacité et pratiques oligopolistiques des marchés bancaires, fragilité financière généralisée des banques et autres institutions financières. Ces problèmes sont en partie imputables aux conséquences de politiques appliquées antérieurement au secteur financier, qui visaient à contrôler les marchés financiers au profit d'objectifs non commerciaux : la fragilité financière est, par exemple, particulièrement grande parmi les banques d'Etat, dont les politiques de prêts dépendaient beaucoup de critères politiques.

Les réformes du secteur financier dans les PMA ont poursuivi un certain nombre d'objectifs : accroître l'efficacité de l'intermédiation financière, encourager les dépôts, stimuler une plus grande concurrence sur les marchés de capitaux et remédier à la fragilité financière. L'objectif global des réformes est de promouvoir le développement d'un secteur financier compétitif, efficace et bien géré, capable de fournir les services financiers nécessaires à la croissance d'un secteur privé dynamique. La libéralisation financière, la restructuration des établissements financiers en difficulté et le renforcement de la réglementation prudentielle et de la supervision ont été les principaux éléments de réformes qui, pour la plupart, ont été engagées relativement récemment et ne sont pas encore achevées dans de nombreux pays.

Libéralisation financière

La libéralisation financière dans les PMA a principalement visé à réduire ou à éliminer les contrôles appliqués en matière de taux d'intérêt et de prêts, à exercer un contrôle monétaire en suivant des techniques d'économie de marché et à assouplir les restrictions à l'entrée de capitaux privés. On peut constater que cette libéralisation a stimulé la concurrence, du moins dans certains segments des marchés financiers, avec l'apparition de nouvelles banques et autres institutions financières. L'un des aspects positifs en est que les banques commencent d'améliorer et d'élargir les services proposés au public, en particulier grâce à des investissements dans des technologies nouvelles. En outre, la libéralisation a encouragé les institutions financières gouvernementales à prendre davantage en compte des principes commerciaux dans leurs décisions de prêt et leurs activités en général.

Les incidences de la libéralisation financière sur l'efficacité de la répartition des ressources ont toutefois été limitées, en grande partie à cause de problèmes d'instabilité macro-économique et de fragilité financière. L'ampleur du déficit du budget public dans plusieurs PMA a poussé les taux d'intérêt nominaux à des niveaux extrêmement élevés et a évincé le secteur privé du marché du crédit. Certaines banques d'Etat, qui dominent les marchés financiers dans quelques PMA, doivent subir une profonde restructuration financière et une vaste réforme de leur gestion avant que de pouvoir fonctionner comme des intermédiaires financiers efficaces, dans une optique commerciale. De plus, certains segments du marché du crédit dans les PMA présentent de graves carences qui empêchent des emprunteurs potentiellement importants, tels que les petits exploitants agricoles, d'avoir accès au crédit proposé par des institutions financières à vocation commerciale. Ces carences tiennent notamment à des problèmes d'information, à l'absence de garanties d'emprunt appropriées, aux lacunes des régimes juridiques qui empêchent le recouvrement des prêts et à des coûts de transaction élevés. Dans la plupart des PMA, ces problèmes n'ont pas encore trouvé de solutions institutionnelles efficaces.

Restructuration bancaire

Des programmes de restructuration du secteur bancaire sont en cours dans plusieurs PMA confrontés à des problèmes d'insolvabilité des banques (principalement des banques d'Etat). La restructuration de ces banques passe

par une recapitalisation, le plus souvent à l'aide de fonds provenant du budget public, par le remplacement de leurs actifs non productifs par d'autres actifs (généralement des obligations d'Etat), par une transformation radicale de leurs procédures de gestion et d'exploitation et par la rationalisation des effectifs et des réseaux de succursales afin de réduire les coûts d'exploitation. Les difficultés à surmonter sont de taille : d'une part, les coûts financiers (qui sont, en dernière analyse, à la charge du contribuable) sont énormes, d'autre part, les vastes mesures de rationalisation nécessaires pour rétablir la viabilité de ces banques ne peuvent que susciter des difficultés politiques.

Réformes de la réglementation prudentielle et du contrôle

La réforme des régimes prudentiels dans les PMA a porté sur une révision de la législation bancaire et sur le renforcement des organismes de contrôle bancaire. La réglementation prudentielle n'a guère été jugée prioritaire jusqu'à la fin des années 80, ce qui a entraîné une obsolescence de la législation bancaire dans la plupart des PMA et de graves problèmes de sous-effectifs pour les organismes de contrôle bancaire. Les réformes ont permis d'améliorer sensiblement l'encadrement juridique de la réglementation prudentielle dans de nombreux PMA et d'aligner la législation bancaire sur les normes internationales. En dépit de quelques progrès, le manque de personnel dans les organismes de contrôle reste un obstacle à un contrôle efficace.

Des progrès supplémentaires sont nécessaires

Les PMA ont commencé d'appliquer des réformes financières pour promouvoir le développement d'un secteur financier plus efficace et mieux géré. Des progrès ont été faits concernant l'élimination des mesures de contrôle qui faussaient la répartition des ressources et l'adoption d'une nouvelle législation financière visant à renforcer la réglementation prudentielle, et de nombreux PMA ont commencé de restructurer les banques publiques. La réforme du secteur financier dans ces pays est toutefois une tâche de longue haleine et beaucoup reste à faire.
